

NATIONS UNIES  
INSTITUT AFRICAIN  
DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE  
ET DE PLANIFICATION

DAKAR

و-ز ن 25/4

1102

10

F

SEMINAIRE SUR

L'APPRECIATION CRITIQUE DE L'EXPERIENCE  
CONGOLAISE EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT  
ET DE LA PLANIFICATION (18-28-11-74)

RAPPORT ETABLI PAR  
FOUNOU-TCHUIGOUA, organisateur

DECEMBRE 1974

RAPPORT ETABLI PAR FOUNOU, organisateur.

La préparation du séminaire a duré plus d'un an, les premiers contacts remontant à Septembre 1973. J'ai dû aller à Brazzaville en Octobre 1974 pour mettre au point avec les congolais les derniers préparatifs du séminaire. A cette occasion, le procès-verbal des réunions tenues avec le Premier Ministre et le responsable de la planification du Parti Congolais du travail a été dressé. Le texte se trouve en annexe.

Le programme de préparation du séminaire, très analytique au départ, a pris vers la fin, une forme plus synthétique. Ainsi, l'analyse des classes sociales qui n'était pas prévue comme telle dans le programme initial a été incorporée dans le programme des exposés. (textes en annexe).

Les séances d'ouverture et de clôture du séminaire ont été présidées par le Premier Ministre Monsieur Henri LOPEZ lui-même, ce qui a contribué à donner un très grand écho aux débats.

Lors de la séance d'ouverture, Monsieur Samir Amin, directeur de l'IDEP et du séminaire, ainsi que le Premier Ministre ont mis l'accent sur la montée des luttes politiques et économiques contre l'impérialisme. L'allocution du Premier Ministre a mis l'accent sur la nécessité d'examiner la situation sans complaisance. Malheureusement, les textes des deux orateurs ne sont pas disponibles.

Dans son allocution de clôture, le Premier Ministre a exprimé sa satisfaction et proposé la tenue d'un autre séminaire à un moment où beaucoup plus de responsables politiques que cette fois seraient à même d'assister.

- Au cours du séminaire, l'équipe de l'IDEP a pu discuter avec le chef de l'Etat lui-même qui a montré un très grand intérêt dans la manière dont les problèmes étaient abordés au séminaire.

La participation au séminaire a été bonne : une soixantaine de personnes dont une vingtaine d'étudiants de 4ème année de sciences économiques ont assisté au séminaire. Les congolais ont fait un grand effort de participation, soit par des contributions écrites, soit par des contributions orales.

Le Premier Ministre lui-même a participé à une séance.

- Le Secrétaire Politique du PCT, Monsieur Pierre NZE, a fait une communication orale, mais très riche, sur le Parti, l'Etat et l'idéologie.
- Le Ministre de l'agriculture, membre du Bureau Politique, Monsieur N'Gonoto a fait un exposé oral sur la stratégie du gouvernement en matière d'agriculture.
- Le Ministre de l'industrie, Monsieur Mouyabi a fait de même en ce qui concerne son département.
- Le Ministre de l'enseignement supérieur, Monsieur Thystère TCHICAYA, a fait une communication orale sur la formation des cadres.

- Le Commissaire Général au Plan, Monsieur Roger ISSOMBO a fait une communication orale sur l'expérience congolaise en matière de planification.

Tous ces exposés, ainsi que d'autres, ont fait l'objet de débats passionnants, malgré l'absence de certains invités que le gouvernement avait prié au deuxième jour du séminaire de ne plus le critiquer violemment.

- Le séminaire a été un très vif succès. Ce succès aurait été encore plus éclatant, si les congolais avaient saisi beaucoup plus tôt l'enjeu de la réunion. D'ores et déjà, le Premier Ministre a demandé la tenue d'un second séminaire.

CS/2563-3

page 4

A N N E X E S

- 1 - Programme
- 2 - Liste des conférenciers et des participants
- 3 - Liste des conférenciers et des conférences
- 4 - Texte du Premier Ministre à l'ouverture du séminaire
- 5 - Allocution de clôture du Représentant de l'IDEP
- 6 - Procès verbal des réunions tenues à Brazzaville en Octobre 1974  
entre le Représentant de l'IDEP et les autorités congolaises.

A N N E X E SPROJET D'ORIENTATION

Le séminaire de Brazzaville a pour thème essentiel l'appréciation critique de la stratégie et du procès de planification en République Populaire du Congo. La perspective de la critique est celle de la transition du sous-développement au socialisme.

Les participants (tous congolais) seront pour la plupart des "praticiens", c'est-à-dire des fonctionnaires et des responsables politiques, confrontés avec la dure réalité de créer une société de mieux être dans un monde plein de contradictions aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. Par conséquent, notre point de départ, c'est l'actualité même, le concret congolais qui a nom : sous-développement en Afrique centrale.

La méthode que nous préconisons est la suivante : partir de l'expérience congolaise des dix dernières années ; l'exposer d'abord et ensuite en faire une appréciation critique en vue de déboucher sur des perspectives plus ou moins nouvelles.

Cependant nous n'entendons pas séparer les deux aspects : à chaque niveau et pas seulement au niveau global, c'est-à-dire des principes, il faudra faire une appréciation critique. En pratique, il faudra entendre sur un thème, un ou plusieurs exposés sur ce qui se fait et ensuite en faire la critique, suivie de propositions. Notre optique n'est pas celle d'une équipe d'experts, mais celle de personnes soucieuses avant tout de donner l'occasion aux congolais de se poser certains problèmes d'une certaine manière.

Nous attendons vos suggestions.

Quoique nous sachions que les transformations sociales soient un tout et qu'il est artificiel d'isoler l'économique, le politique et l'idéologique, nous nous apesantirons surtout sur l'aspect économique, autrement dit, nous partirons de l'économie et ne ferons intervenir les autres niveaux que par rapport à l'économique.

Nous proposons deux volets essentiels.

- I. La structure de l'économie congolaise et son histoire.
- II. Stratégie économique et procès de planification au Congo depuis les années 60 : approche globale et approche sectorielle.

#### INTRODUCTION

- I. Analyse de la structure économique de la République Populaire du Congo et son histoire.
  1. L'économie congolaise comme partie de l'économie mondiale sous domination capitaliste et ses implications.
  2. L'impact de l'analyse conventionnelle du sous-développement tel qu'il apparaît dans les documents et textes congolais.
  3. Secteurs économiques fondamentaux et le Congo comme formation sociale d'Afrique Centrale.
  4. L'Etat Congolais et l'économie.

Stratégie économique et procès de planification

5. Politique économique de la période coloniale (surtout depuis la 2<sup>e</sup> guerre mondiale).
6. Expérience du Congo indépendant en matière de planification.
7. Stratégie économique du début de la période de transition du sous-développement au socialisme dans le cas du Congo.
8. Planification économique et planification sociale.
9. Planification sectorielle : agriculture - industrie versus secteur I secteur II ?
10. Plan national et plans régionaux.
11. Planification et technologie.
12. Stratégie de développement économique et rentabilité des entreprises d'Etat.
13. Planification du secteur extérieur.
14. Stratégie économique, monnaie et système.
15. Conclusions.

EMPLOI    DU    TEMPS

<u>Jour</u>	<u>Thème</u>
<u>Mercredi 20-11-74</u> Matin Soir	La révolution de 63 et ses suites classes, luttes de classes, raci- nes historiques.
<u>Jeudi 21-11-74</u> Matin Soir	Le Congo et le Monde contemporain Stratégie.
<u>Vendredi 22-11-74</u> Matin Soir	Etat, Parti et Idéologie Agriculture, structure rurales
<u>Samedi 23-11-74</u> Matin	Industrie et Technologie
<u>Lundi 25-11-74</u> Matin Soir	Régionalisation du Plan Commerce, Monnaies, Finances
<u>Mardi 26-11-74</u> Matin Soir	Problèmes de Gestion Education, Formation des cadres
<u>Mercredi 27-11-74</u> Matin Soir	Appréciation des méthodes de Planification. Synthèse, Conclusion
<u>Jeudi 28-11-74</u> Soir	Séance de clôture

LISTE DES PARTICIPANTS

I. CONFERENCIERS IDEP

Mr. Samir AMIN  
Mr. Tchigoua FOUNOU  
Mme. COQUERY-VIDROVITCH  
Mr. Pierre Philippe REY  
Mr. DOWIDAR

II. INVITES DU CONGO

2 délégués du bureau MPLA - Brazzaville

III. PARTICIPANTS CONGOLAIS

1. Responsables politiques

Mr. Pierre NZE  
Mr. Henri LOPEZ  
Mr. Ch. NGONOTO  
Mr. T. TCHICAYA  
Mr. G. MOUYABI  
Mr. R. ISSOMBO

2. Les cadres du Commissariat Général au Plan

- N'POUSSA  
- BEMBA  
- MILONGO  
- COME-MANCKASSA  
- MABONZO  
- DIOP Mamadou

Les cadres du Commissariat Général au Plan (suite)

- ABA-GANDZION
- DIAFOUKA
- POATY
- SABOUKOULOU
- GONZALEZ
- Moussa EWACCI
- MODAMBOU
- MOUSSA Pierre
- DELLA MONICA
- TIROT
- TRANCHANT
- LOUFCUMA
- Michel MARTIN
- ALLA
- PICKA MANGA
- MALALOU
- TCHISSAMBOU Thomas
- TATY
- BONGOU
- NGOMBE
- Mme SABOGA
- MADZENGUE YOUNOUS
- BAYIMINA ANTHYME
- PANA Gilbert
- ONDZE
- LELEKA

3. Les Membres des Cellules de Planification des Cabinets des  
Ministères.

Agriculture : TCHICAYA  
ITADI  
NZONDO

Santé et Affaires sociales :

MOUAMBA Jean Bonco  
DIBAMBA Roger

Enseignement Primaire et Secondaire :

TCHICAYA  
MILONGO  
KOUKA Joseph

Enseignement Technique Professionnel et Supérieur :

TATY Raphaël  
MOUAMBENGA

Eaux et Forêts :

MAKOSSO

Industrie et Mines :

MAKAYA  
MAMBOU

Energie : Deux délégués

Jeunesse et Sports :

MBERI

Transports et Travaux Publics

BISSINGOU

Urbanisme et Habitat :

YALA

Travail et Justice :

M<sup>r</sup>PIERRE

Finances : BATOUMOUENI

LOEMBA

Affaires Etrangères :

NGABOU

POATY

Commerce : MOUNGOUNGA

DINGOSSOUA

4. Les cadres des Entreprises d'Etats et Services Centraux

SOTEXCO : OBAMI ITOU

SIA-CONGO : GAMBOUELE

CHACONE BIKINDOU

Ferme d'Etat de Kombé

MOLELE

Usine d'Aliment de bétail

LOEMBA

Ferme d'Etat GAMABA

MAHOUNGOU

Ferme d'Etat de Mafouta

LE DIRECTEUR DE LA FERME

Banques : MOUAMBA

Trésor : MANZOUNGOU

Université: BOUSSOUKOU

GOMA Gabriel

CANIARA

ELENGA

LISTE DES CONFERENCIERS

I. CONFERENCIERS I.D.E.P.

- Mr. Samir AMIN : Vers une nouvelle crise structurelle du Système Capitaliste ?
- Mr. FUNU TCHIUGOUA : Critique de la pratique du financement interne de l'accumulation du Capital en Afrique selon l'optique bourgeoise libérale.
- Mme COQUERY-VIDROVITCH : La mise en dépendance de l'Afrique noire - Structures économiques et organisation sociale 1800-1970.
- Mr. Pierre Philippe REY : La Planification Congolaise et le problème de la double transition.
- Mr. DOWIDAR : Agriculture, Industrie et Stratégie de Développement Economique et Social.

II. CONFERENCIERS PARTIE CONGOLAISE

- 1- Secrétaire Politique du Parti Congolais du Travail  
Pierre NZE : Le Parti, l'Etat et l'Idéologie
- 2- Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Ministre du Plan  
Henri LOPEZ : Discours inaugural et discours de clôture.
- 3- Ministre de l'Agriculture  
Charles NGONOTO : Stratégie du P.T.C. et du Gouvernement en matière d'agriculture

4. Ministre de l'Enseignement Supérieur :  
Thystère TCHICAYA : La formation des cadres au Congo
5. Ministre de l'Industrie et des Mines  
André Georges MOUYABI : La politique industrielle de la République Populaire du Congo.
6. Commissaire Général au Plan  
Roger ISSOMBO : Expérience du Congo en matière de Planification
7. Commissariat Général au Plan  
ABA-GANDZION : Expérience du Congo en matière de planification régionale
8. 2 conférenciers agricultures.  
ITADI. : Structures agraires et Stratégie du Développement.
9. NZONDO : Reflexion sur le principe selon lequel l'agriculture doit être la base du développement économique national
10. MOUSSA EWANGOI, Plan : Planification et technologie
11. OKOUMOU, B.I.T.. : Stratégie du développement économique et rentabilité des Entreprises d'Etat.
12. GAMBOUELE, SIA-CONGO : Stratégie du Développement Economique et Rentabilité des Entreprises d'Etat.
13. Directeur du Commerce Extérieur  
MOUNGOUNBA : Planification du Secteur Extérieur
14. Commissariat Général au Plan  
DIAFOUKA : Planification du Secteur Extérieur.
15. Economie-Université  
CANARA LAYE : Introduction Histoire économique

16. Economie-Université  
ELENGA : Histoire Economique du Congo.
17. MOUSSA PIERRE : Monnaie et système.
18. Cabinet Présidentiel  
MBOUDO : Financement des projets économiques  
au Congo.
19. Douanes  
MIOKONO : Monnaie et système
20. Commissariat Général au Plan  
PICKA-BANGA : Plan National et Plans régionaux

## DISCOURS DU CAMARADE HENRI LOPES

MEMBRE DU BUREAU POLITIQUE

PREMIER MINISTRE

MINISTRE DU PLAN

à l'ouverture de la première session du Conseil

National du Plan

- Août 1974 -

---

Nous inaugurons aujourd'hui la première session du Conseil National du Plan, et cet événement peut être considéré comme un fait politique d'une importance considérable pour notre Pays engagé dans la lutte pour l'édification d'une économie nationale indépendante.

En effet, le Parti Congolais du Travail recommande dans son programme, la disposition en permanence par la République Populaire du Congo, d'un plan de développement économique et social, outil indispensable à la conquête de notre indépendance économique, et le Comité Central du PCT en session de mars dernier créait le Conseil National du Plan. Il s'agit là assurément, en matière de planification, d'initiatives d'une importance extrême, qui traduisent la ferme volonté du PCT d'amorcer désormais un développement planifié de notre économie nationale.

Le Président du Comité Central en clôturant la session du Comité Central le 27 mars 1974, avait caractérisé, comme suit les directives de l'Organe suprême du Parti.

"Ce document est d'abord un nouvel acte de clarification idéologique".

Il ne s'agit pas d'avoir un plan formel, tout comme on ne saurait se contenter d'un drapeau et d'un hymne pour être véritablement indépendant.

Tout réside, pour des Pays comme le Nôtre, d'abord dans le contenu de ce Plan, ensuite dans son exécution.

Le contact établi par la colonisation et le faisceau de relations assymétriques qui se sont tissées depuis lors entre notre Pays et les métropoles impérialistes se sont soldés par la destruction totale de l'économie congolaise. Cette destruction se traduit par la désarticulation de l'économie, l'accentuation des disparités sectorielles, et brochant sur le tout une dépendance économique accrue. La désarticulation situe l'économie congolaise aux antipodes d'une économie développée. Celle-ci se caractérise en effet par la cohérence du corps économique composé de secteurs intégrés et solidaires qui assurent à l'ensemble une autopropulsivité propre. Par contre l'économie congolaise n'est qu'un complexe, une juxtaposition de structures différentes, étrangères les unes des autres ayant chacune une logique et des fonctions précises et indépendantes et qui de ce fait réduisent les relations intersectorielles à leur plus simple expression. Une telle situation s'alimente de disparités sectorielles et régionales criantes puisqu'un secteur précapitaliste qui emploie l'essentiel de la population active mais dont la productivité est très basse coexiste avec un secteur capitaliste entretenu de l'extérieur et qui se concentre dans les zones urbaines et que l'arrière-pays qui couvre plus des deux tiers de la superficie de notre Pays se retrouve complètement démuné. La dépendance économique, cause et effet de cette structure extravertie, est à la fois financière, commerciale, technologique et culturelle. Elle ruine toute possibilité réelle et significative d'accumulation nationale, étant donné qu'elle se traduit par la détérioration des termes de l'échange et l'exportation des profits qu'un éminent économiste contemporain estime pour le Congo à 84 milliards de francs CFA de 1960 à 1968 (1) ceci compte non tenu des transferts camouflés qui s'opèrent par des mécanismes assez connus, tels que : augmentation fictive dans les livres comptables des frais généraux et autres coûts, surfacturation des importations, paiement aux maisons-mères ou suc-

---

1/ Samir AMIN : Histoire économique du Congo, p-120.

courses d'Europe des équipements à des coûts supérieurs aux cours mondiaux, etc... L'inflation mondiale et l'action de l'impérialisme international qui, lui, est organisé et doté de moyens puissants, accentuent la marginalisation des masses, c'est-à-dire l'accroissement du chômage, la prolétarianisation et l'appauvrissement des paysans.

Dans un tel contexte et face à de tels obstacles, le développement économique, c'est-à-dire le processus de transformation des structures économiques, sociales, politiques et mentales dont la finalité est l'amélioration du niveau et du genre de vie du peuple ne peut être abandonné aux forces anarchiques, incertaines, aveugles et spontanées du libéralisme économique ? Une telle pratique n'aboutirait qu'à l'exacerbation des tendances et des mécanismes qui alimentent le sous-développement. Au contraire, étant donné les ressources limitées et l'immensité des besoins, des priorités doivent être fixées de manière à optimiser l'utilisation des ressources qui par nature sont limitées. Face à la formidable pression de l'impérialisme international, obstacle essentiel au développement des Pays sous-développés, il faut opposer toute la force et la rigueur d'une organisation. Comme le soulignait le Comité Central du Parti Congolais du Travail dans sa session de mars dernier, au plan socio-économique, cette organisation s'inscrit dans le cadre d'un plan de développement. La nature du plan, dans l'étape historique spécifique que traverse notre Pays a été précisée par le Comité Central du Parti Congolais du Travail. En effet, du point de vue de la propriété du capital, l'économie congolaise comprend deux pôles principaux : le secteur d'Etat et le secteur privé étranger, autour desquels gravitent le secteur mixte et le secteur privé national. La domination de l'Etat sur l'économie nationale est donc encore diversement réalisée et ne s'exprime pas encore avec une identité uniforme. Il en découle que le plan sera impératif là où la domination de l'Etat est certaine, et souple là où elle est encore embryonnaire ou inexistante. La structure du plan se présentera ainsi comme structure particulière comprenant d'une part un secteur effectivement planifié, à qui l'on a assigné des tâches obligatoires et un secteur comprenant des objectifs prévisionnels que l'on s'efforcera d'atteindre grâce à des mesures fiscales et une réglementation appropriée, l'objectif étant d'aboutir dans un délai raisonnable à une planification directive intégrale grâce à la domination par le peuple Congolais de ses propres leviers de production

et de distribution. Le caractère symbolique, figuratif ou non de la possession d'un plan de développement par un pays dépend essentiellement de deux facteurs : la nature des intérêts de classe que le plan est appelé à servir et à favoriser, c'est-à-dire le type de développement que le plan doit contribuer à promouvoir et la détermination c'est-à-dire la volonté politique qui doit se manifester dans la réalisation concrète des objectifs inscrits au plan.

En République Populaire du Congo, les intérêts ultimes qui seront au contre des préoccupations des travaux de planification sont bien entendu, les intérêts des larges masses populaires ayant l'édification d'une économie nationale indépendant comme condition nécessaire, ce qui à son tour rend le plan impératif.

Si les bénéficiaires principaux du développement économique donc des objectifs inscrits au plan, doivent être les masses populaires, celles-ci doivent être en retour les principaux acteurs dans l'élaboration et l'exécution du plan. En effet, la planification ne peut pas être réduite à un ensemble de "techniques" ésotériques, réservées à une poignée de technocrates ; elle est à un moment un acte fondamentalement politique, et comme tel sa pratique reflète une position politique de classe. Cette pratique peut être démocratique ou bureaucratique et dictatoriale.

Le Comité Central du Parti Congolais du Travail, avait décidé que conformément à la ligne politique du Parti, la planification économique et sociale congolaise serait une planification démocratique. C'est pourquoi, dans ses directives issues de la session de mars dernier, il prévoit dans le processus d'élaboration du plan, des phases essentiellement consacrées à l'examen des propositions en vue du plan par les organes de pouvoir populaire, les organisations de masse, les entreprises. C'est ainsi, que le Comité Central a recommandé la création au cours du triennat 1975-1977, au niveau de chaque région et commune, d'un conseil régional ou communal du Plan ; au niveau du district ou de l'arrondissement, d'un conseil du plan du District ou de l'arrondissement ; au niveau des localités et des entreprises, d'un Conseil du Plan de la localité ou de l'entreprise. Ces Conseils en leurs différents échelons regroupent les membres

du Parti, les membres des organisations de masse, les représentants du pouvoir populaire et les techniciens du ministère du Plan. Les réunions de ces conseils ont lieu chaque année. Enfin, au niveau national, est créé le Conseil National du Plan dont la présente session est la toute première. Le Conseil National du Plan, organe permanent du Parti et de l'Etat a pour tâches :

"1 - d'apporter sa contribution à l'élaboration et à la réalisation de la politique économique et sociale du Parti et de l'Etat.

"2 - de proposer les principales orientations du développement économique et social planifié.

"3 - d'apporter sa contribution au moment du choix des projets de tous les plans de développement économique et social

"4 - écouter et débattre les rapports des Présidents des Conseils Populaires sur l'activité de ces conseils, ainsi que des Directeurs Centraux.

Le Conseil National du Plan est une institution démocratique qui comprend comme :

- Président : le Membre du Bureau Politique, Premier Ministre, Chef du Gouvernement.

- Vice-Président : le Secrétaire du Comité Central chargé du Plan.

- Membres : les membres de la Commission du Plan du Comité Central, les membres du Gouvernement, les représentants de tous les niveaux de pouvoir populaire, les représentants des organisations de masse, la Commission Economique de l'APN, le Commissariat Général au Plan, les Directeurs Centraux".

Le Conseil National du Plan représente ainsi un pas extrêmement important dans la voie d'une démocratisation de plus en plus poussée de l'action planifiée, en favorisant la libre circulation des critiques, suggestions et propositions entre les responsables politiques, les techniciens, les travailleurs et les représentants des autres couches sociales (jeunes, femmes).

La première session du Conseil National du Plan, se tient en vue d'enrichir, d'approfondir et d'améliorer le programme triennal 1975-1977. Celui-ci vise d'abord et avant tout à la mise en place des structures et des préconditions sans lesquelles il ne peut y avoir de véritable action planifiée. Dans le cadre des directives du Parti, des projets de restructuration et de production ont été proposés par les ministères, discutés et enrichis dans le cadre de la Commission du Plan du Comité Central. Ces projets, une fois discutés et améliorés à cette session, feront alors l'objet du programme triennal, non par sommation mécanique, mais par l'établissement d'une cohérence interne entre les objectifs et les moyens en les inscrivant dans une stratégie d'ensemble du développement.

Mais n'anticipons pas, car le Camarade Commissaire au Plan va faire tout à l'heure une synthèse technique des divers projets de programmes sectoriels.

En déclarant ouverte cette première session du Conseil National du Plan, je formule le vœu que les contributions des divers participants se situent au niveau des espoirs que les masses leur ont confiés, et à la mesure de la confiance que le Peuple, le Parti et le Gouvernement a investis en eux, en les mandatant à cette instance démocratique.

TOUT POUR LE PEUPLE  
RIEN QUE POUR LE PEUPLE.

Brazzaville, le 28 Novembre 1974

SEMINAIRE CONGO-IDEF

(18 au 28 Nov. 1974)

—:—:—:—:—

Allocution de Synthèse prononcée par

FOUNOU - TCHUIGOUA

---

Camarade Premier Ministre,

Chers Camarades,

Le Séminaire Congo-IDEF qui s'achève aujourd'hui a été, selon nous un très grand succès. Nous remercions le Parti Congolais du Travail, le Gouvernement de la R.P.C. et plus particulièrement le Camarade Premier Ministre, Ministre du Plan, le Camarade Commissaire Général au Plan leurs principaux collaborateurs qui ont pris toutes les dispositions matérielles pour que le travail se déroule dans de très bonnes conditions.

Nous avons examiné sans complaisance et sans esprit de critique irresponsable les problèmes fondamentaux qui se posent à un petit pays de l'Afrique Centrale en lutte contre l'impérialisme. Il n'est pas possible de résumer en quelques minutes l'ensemble des discussions très riches qui se sont déroulées au cours du Séminaire. Les camarades voudront m'excuser de n'en rappeler ici que quelques points essentiels.

De même, nous ne prétendons nullement que nous avons abouti à des solutions aux problèmes qui se posent. L'objectif du Séminaire était non de proposer des recettes toutes faites, mais de contribuer à clarifier les grandes orientations, dans une phase de lutte contre l'impérialisme et pour l'indépendance nationale à travers le socialisme.

Un processus révolutionnaire d'une très grande portée dans le cadre de la lutte des peuples contre l'impérialisme a été déclenché au Congo par la révolution de 1963. Cependant ce processus n'aboutira à la

libération réelle des masses ouvrières et paysannes que si des structures de plus en plus socialistes viennent remplacer les structures capitalistes.

Pour cela, une analyse précise des forces économiques et politiques dans le pays s'impose. Mais d'ores et déjà, il est établi que l'impérialisme, c'est-à-dire le capitalisme monopoliste domine l'économie nationale et lui impose son orientation malgré les mesures prises jusqu'ici par l'Etat. Le capitalisme monopoliste est l'exploiteur principal des travailleurs Congolais, c'est-à-dire de la classe ouvrière et des producteurs paysans.

Stratégiquement, c'est-à-dire fondamentalement, les intérêts de la bourgeoisie locale, souvent d'origine étrangère elle-même, est liée aux intérêts du grand capital ; cependant, des contradictions peuvent exister et existent effectivement entre l'impérialisme et la bourgeoisie locale, nationaliste, d'ailleurs embryonnaire. Aujourd'hui, le sort du Congo dépend donc fondamentalement de la capacité des éléments révolutionnaires issus du peuple ou de cette petite bourgeoisie, qui, s'étant emparés du pouvoir politique peuvent soit provoquer des transformations révolutionnaires, dans le sens de la construction du socialisme, soit au contraire perpétuer le néo-colonialisme.

En effet, l'analyse du capitalisme monopoliste depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle et la réalité historique, montrent que l'indépendance nationale par la formation d'une bourgeoisie nationale à travers les entreprises publiques, accompagnées de la liberté pour les masses de s'organiser dans le cadre d'une démocratie nationale ont échoué (Indonésie Chili etc.). Aucun capitalisme d'Etat ne peut, dans le monde contemporain mettre fin aux deux maux fondamentaux dont souffrent les peuples du tiers-monde : le Chômage et la menace permanente de famine.

En d'autres termes la lutte contre l'impérialisme ne saurait être séparée de la construction du socialisme, c'est-à-dire de la mise en place des structures, qui, élèvent le niveau de vie des masses, et leur donnant plus de responsabilité, accroît leur capacité de résistance à l'impérialisme. Il est évident que le processus sera long.

Une manière énoncée de concevoir la stratégie de développement social, surtout à la campagne, est de prendre les normes capitalistes pour données et de confondre ainsi d'une part universalisation des rapports marchands et élévation du niveau de vie, et d'autre part mise en place de grandes unités mécanisées et "progrès".

Dans le processus des bouleversements sociaux fondamentaux, des expérimentations sont nécessaires. Il n'y a pas de solution unique valable à l'ensemble du territoire Congolais. L'essentiel est de considérer que l'alienation marchande est une catégorie capitaliste et non socialiste. C'est pourquoi il est souhaitable de ne point tomber dans l'économie, lorsque l'on parle de la trilogie déterminante ou des coopératives. La vie sociale est un tout. C'est le capitalisme qui le parcellise.

Dans l'immédiat, les points fondamentaux du programme du P.T.C. comme par exemple prendre l'agriculture pour base et l'industrie comme facteur déterminant doit faire l'objet de la plus grande attention. L'agriculture ne doit pas être entendue au sens de la simple activité agricole qui nourrirait la population, fournirait des matières premières ou des devises. L'accent doit être mis sur les transformations du milieu rural, dans la perspective, non seulement d'atténuer l'exode rural, mais aussi d'y implanter dans ce milieu, des unités industrielles complémentaires de l'activité agricole. Le rapport entre l'agriculture et l'industrie doit être entendu comme processus de consolidation de l'alliance entre deux catégories de travailleurs : ceux de l'agriculture et ceux de l'industrie. C'est cette alliance qui permet d'élever le niveau de vie des paysans et des travailleurs des villes les moins favorisés.

Les directives politiques ainsi formulées sont traduites dans la réalité, à travers le procès de planification et de gestion. Pour être efficace, la planification doit nécessairement être précédé de la collecte de données fondamentales et détaillées autant que possible.

La recherche des données et leur mode de présentation doivent être orientés d'après les directives politiques. Le cas échéant cette récolte peut être considérée comme objectif d'un pré-plan. Au niveau de la méthode de planification il est mieux de partir d'un pattern de consommation plutôt que la production, en sorte que la lecture du plan renseigne sur l'orientation de la consommation, c'est-à-dire indirectement sur la répartition des revenus qu'il y a derrière. Dans la phase de transition, la planification doit favoriser la production ou l'importation des produits de grande consommation. Le processus doit être pris en dynamique, ce qui signifie que le pattern de consommation léguée par l'histoire doit pouvoir évoluer vers la consommation collective ; et des services collectifs doivent être systématiquement encouragés.

Un autre niveau de concrétisation de la stratégie consiste dans la gestion. Généralement on entend gestion au sens étroit de gestion économique. En fait, il s'agit d'un problème social global. Dans le mode de production capitaliste, la gestion des unités économiques est le fait de capitaliste ou de ses représentants. Au niveau du socialisme, les travailleurs gèrent eux-mêmes. Durant la période de transition il est nécessaire de veiller à ce que les travailleurs participent. A ce point de vue la trilogie déterminante est une très bonne expérience, à condition d'éviter de stagner dans l'économisme. C'est au niveau de la gestion que la collaboration doit être étroite entre cadres et travailleurs de manière à éviter des frictions graves préjudiciables à la révolution.

Les exigences d'une stratégie réaliste sont au nombre de deux :

I°/ rupture progressive des rapports avec le capitalisme mondial, par la transformation des rapports de production interne.

SEMINAIRE DE BRAZZAVILLEPROCES VERBAL DES REUNIONSRELATIVES AU SEMINAIRE DE NOVEMBRE 1974

Dans le cadre de la préparation du Séminaire I.D.E.P. -- CONGO qui se déroulera à Brazzaville du 18 au 28 Novembre 1974, sur le thème : **Stratégie et Planification Economique en République Populaire du Congo**, Monsieur FOUNOU-TCHUIGOUA Bernard, Professeur à l'I.D.E.P. a séjourné à Brazzaville du 10 au 16 Octobre 1974.

Au cours de son séjour, il a eu des discussions approfondies avec les Camarades CRANDZA Jacob, Président de la Commission du Plan du Comité Central et Directeur du Cabinet du Président de la République, Henri LOPES Premier Ministre, Roger ISSOMBO, Commissaire Général au Plan ; ainsi qu'avec des hauts fonctionnaires du Ministère du Plan et de la Présidence de la République.

L'accord a été total sur les points suivants :

- 1°) - Une certaine ampleur devrait être donnée au Séminaire dans le cadre de la lutte contre l'impérialisme et l'orientation nationale populaire de l'étape actuelle de la révolution congolaise, comme étape sur la voie de Socialisme. Il a été admis que le débat sur la stratégie sera aussi important si non plus que le débat sur la technique, ce dernier débat devant être situé à sa place qui est secondaire par rapport au choix préalable et fondamental celui d'un modèle de société. On a abouti à la conclusion selon laquelle à l'intérieur du consensus général sur le socialisme, il est nécessaire de laisser le débat ouvert, sans dogmatisme, l'objectif primordial du Séminaire étant de faire réfléchir et non d'aboutir à des résolutions, la modestie invitent à reconnaître la complexité des problèmes à résoudre.

- 2°) -- Les participants en dehors des encadreurs de l'I.D.E.P. seront des congolais pour l'essentiel. La délégation de l'IDEP comprendra 5 ou 6 membres.

Le chiffre de 60 participants environ comprenant à la fois des hommes politiques, des responsables administratifs, des directeurs d'Entreprises d'Etat, d'universitaires et des étudiants de fin d'études, a paru être un chiffre optimum.

Le nombre de contributions (écrites de fond) de la partie congolaise est estimé à une dizaine. L'IDEP s'engage à faire publier les communications solides, avec la signature de leurs auteurs, ceux-ci pouvant d'ailleurs modifier leur texte à la lumière des réactions des participants au Séminaire.

- 3°) -- La participation financière de l'IDEP consiste principalement à payer les frais de voyage de ses membres et des contributeurs non congolais.

- 4°) -- Les deux co-directeurs du Séminaire sont priés de coordonner leurs efforts afin que le séminaire puisse servir effectivement à une meilleure compréhension des problèmes auxquels la R.P.C. fait face en matière de stratégie et de planification économique./-

Fait à Brazzaville, le 16/10/74

Signatures : MM. ISSOMBO Roger, Commissaire Général au Plan

FOUNOU-TCHUIGOUA Bernard, Professeur à  
l'I.D.E.P.

Le Commissaire Général du Plan,

Roger ISSOMBO.